

ARTS ET CULTURE 2000



TROIS-RIVIÈRES, 5 avril 1999

L'UQTR,
pour vivre
l'art



<http://www.uqtr.quebec.ca> ou (819) 376-5011



L'Université
qui se distingue



Université du Québec à Trois-Rivières

ARTS ET CULTURE 2000



Martin Francoeur

Sans l'artiste, disait Anatole France, nous douterions du fait que la vie est belle.

Quelque maussades que puissent parfois être ses humeurs, - et on sait pertinemment que les causes peuvent en être nombreuses -, il restera toujours en l'être humain cette capacité d'émerveillement devant le beau. La satisfaction de l'art a, depuis toujours, apaisé nombre de frustrations, cicatrisé bien des blessures, dissipé tant de doutes.

Jamais l'art et la culture en général n'ont cessé de rasséréner l'âme. Ils l'exhaussent encore. Bien peu de choses ont changé dans l'exercice de l'art et la manifestation de la culture. Les créateurs ont toujours existé. Ce ne sont que les moyens et les courants qui ont évolué en suivant l'irréversible cours du temps.

S'il apparaissait impératif de se pencher sur l'état de la culture et de ceux qui l'animent, la consomment et la soutiennent, il n'était pas moins pertinent d'observer comment elle s'insère dans une société, comment elle en devient, à toutes fins utiles, la quintessence. Ce n'est surtout pas le passage à un nouveau millénaire qui va bousculer les arts et la culture. Mais il constitue un singulier prétexte pour en disséquer certains aspects.

Le livre et la lecture, que l'on reconnaît comme étant la pierre angulaire de la culture, font face à de nouvelles réalités. La langue, canal d'expression de la culture, se module à l'évolution de la société. L'apprentissage des arts, fondamental, se heurte à des réticences et à des conditions pernicieuses. La consommation culturelle, quelle que soit la lentille à travers laquelle on l'observe, se colle aux réalités de temps, de moyens et de courants que l'homme ose encore se donner. Et les événements, manifestations et institutions dont il se dote doivent, immanquablement, répondre à des attentes de plus en plus variées.

C'est avec l'intime conviction d'avoir rencontré les personnes les plus passionnantes qui soient que je vous invite à réfléchir avec elles sur l'avenir des arts et de la culture.

Mais il y a tant d'autres choses auxquelles je voudrais vous inviter. Au théâtre, au concert, à lire un livre, au musée, au cinéma... À prendre conscience, effectivement, que la vie est belle.

Bonne lecture



PRÉSIDENT ET ÉDITEUR:
JEAN SISTO

RÉDACTEUR EN CHEF:
ANDRÉ POITRAS

**COORDINATION
ET RÉALISATION:**
ALAIN TURCOTTE

TEXTES:
MARTIN FRANCOEUR

MISE EN PAGE:
**CLAUDE DESSUREAULT
NORMAND AUBRY**

PHOTOGRAPHES:
**PATRICK BEAUCHAMP
ALAIN BÉDARD
STÉPHANE CÔTÉ
MARIE DUHAIME
CLAUDE GILL
SYLVAIN MAYER**

CARICATURISTE:
JEAN ISABELLE

IMPRESSION:
T.R. OFFSET

ARTS ET CULTURE 2000





Savoir garder des traces du passé

On parle beaucoup en conjuguant au futur. On laisse défiler des comptes à rebours qui nous séparent du jour où 1999 deviendra 2000. On argumente sur la date réelle de passage au troisième millénaire. Les textes de ce cahier, même, riment presque tous avec prospective. On n'en a que pour l'avenir.

Pourtant, c'est la sagesse du passé qui devrait le mieux nous renseigner sur notre présent et notre avenir. «Le passé devient une sorte de référence, une poignée de porte à laquelle on peut s'accrocher quand ça va mal. Il enrichit la réflexion qu'on a sur notre présent et permet de relativiser l'ampleur de nos problèmes.»

Celle qui parle ainsi est justement bien placée pour le savoir. Avec l'intime conviction qu'on se prépare toujours à léguer quelque chose au futur, Sylvie Dufresne mène un combat de tous les jours pour éviter que la société devienne amnésique. Un combat qui va bien au-delà de celui qu'elle continue à mener pour la viabilité du Musée des arts et traditions populaires. La directrice générale du Musée fait partie des soldats qui se battent pour que subsiste le souci du passé, pour que triomphe la mémoire.

Sylvie Dufresne prêche d'ailleurs par l'exemple. En début d'entrevue, elle prend une note dans un cahier déjà presque rempli. «Lundi 8 février. 16 heures. Martin Francoeur. Cahier du millénaire pour Le Nouvelliste.» Ou quelque chose du genre. Ce n'est pas son agenda. C'est une sorte de journal qu'elle tient rigoureusement. Chaque ren-

contre, chaque appel téléphonique, chaque déplacement y est dûment inscrit. Elle veut tout conserver, sachant qu'un jour, peut-être, elle aura à fouiller dans ce qui deviendra son propre passé.

Imaginons un peu cette attitude à l'échelle d'une société. «Il n'y a pas de nation sans mémoire», lance-t-elle d'entrée de jeu. Même lorsqu'elle est très près de nous, la mémoire peut s'éteindre. «Et le jour où la société sera amnésique, la nation ne pourra plus se construire.»

On aurait très bien pu discuter des aspects his-

Sylvie Dufresne,
directrice générale du
Musée des arts et
traditions populaires
de Trois-Rivières.

toriques et patrimoniaux de la culture avec une foule d'autres spécialistes.

Ils auraient à peu près tous, sans doute, relevé l'importance de conserver des traces du passé. À Trois-Rivières, nous avons toutefois la chance d'avoir une des plus prestigieuses voûtes aux souvenirs et Sylvie Dufresne en est plus que consciente.

Au musée, on entre en contact avec les traces matérielles laissées par les acteurs, peu importe l'époque à laquelle ils ont vécu. Et c'est tout un portrait de nos sociétés et de leur évolution que l'on peut brosser à partir de ces traces. Lieu de sensibilisation, de contacts humains, de socialisation, le musée, au fond, constitue une invitation à la découverte.

Le muséologue devient le médiateur qui doit transformer en mots les legs du passé, qui va créer un environnement entre l'objet et le public. «Il faut absolument laisser parler les objets. Parce qu'un objet est un véhicule capable de cristalliser une relation entre deux êtres humains séparés par le temps. Entre un vivant et un mort», explique Sylvie Dufresne.

Au lieu de focaliser sur l'objet et sa pérennité, sur les matériaux, le cheminement, la stylistique, la directrice du Musée préfère plutôt redonner aux gens l'accès à ces objets, leur ouvrir la porte aux réminiscences et à la réflexion. «On peut garder un objet le plus longtemps possible, tout en s'assurant de le laisser vivant. Un objet, ça doit être documenté, montré et, si possible, animé», plaide-t-elle.

L'avantage, au cours des prochaines années, c'est qu'on pourra regarder le passé avec les outils du troisième millénaire. Les musées virtuels, les prouesses du multimédia et les techniques avancées de conservation et de restauration viennent d'ailleurs modifier le cadre de travail des soldats du passé et faciliter la communication entre l'objet et le public. Sylvie Dufresne rêve d'ailleurs du jour où la virtualité permettra d'asseoir une femme berçant son enfant fiévreux sur une vraie chaise en babiche.

De façon plus générale, elle souhaite que les années qui viennent puissent nous donner l'occasion de se retourner davantage vers le passé. Le travail de sensibilisation est colossal, certes, et les moyens dont on dispose sont souvent limités. Entre alors en considération la notion de deniers publics.

«Ma principale crainte est que, sous prétexte d'une saine économie, on sabre dans des secteurs fragiles, comme le développement culturel ou l'enseignement de l'histoire. Mais il est essentiel de soutenir adéquatement la culture. Elle est le ciment de la société. Elle a le mérite de contribuer à l'enrichissement de l'âme», conclut Sylvie Dufresne.





**JEAN FORTIN
& ASSOCIÉS
SYNDICS INC.**

PROBLÈMES FINANCIERS?

**JOINDRE LES DEUX BOUTS,
C'EST POSSIBLE!**

La faillite n'est pas toujours
la solution...

**CONTACTEZ
NOS EXPERTS**

(819) 370-2020

CONSULTATION GRATUITE

TROIS-RIVIÈRES

3910, boul. des Forges
Bureau 202

SHAWINIGAN • CAP-DE-LA-MADELEINE

Les ambassadeurs de L'intemporalité



Ils ont réalisé des fresques sur les parois d'une grotte à Lascaux. Ils ont érigé des pyramides et sculpté un sphinx à Gizeh. Ils ont joué des tragédies d'Euripide dans un théâtre du Péloponnèse. Ils ont peint des icônes à Byzance. Ils ont tour à tour écrit une Divine Comédie en trois parties de trente-trois chants chacune, transcendé les règles de l'art pour ennoblir la voûte de la chapelle Sixtine, composé des oratorios pour la gloire du Messie, porté au grand écran la plus tristement célèbre des tragédies maritimes, réinventé l'art du geste et la vivacité du mouvement pour produire le nec plus ultra du cirque dans un complexe de la capitale du jeu.

Ils ont traversé le temps.

Sans coup férir, les artistes ont su demeurer des témoins, des interprètes, des critiques de leur époque. Le métier d'artiste ou de créateur est peut-être celui qui a le mieux vieilli. Les courants et les moyens ont certes évolué, mais jamais ils n'ont cessé de toucher, de choquer, d'émerveiller. Cette irréprochable constance, ils la doivent à un besoin de l'humain, à une sorte d'insatiable soif de beau. Au fil des siècles, les arts et la

culture ont acquis une rassurante pérennité qui démontre que, même aux portes du troisième millénaire, rien ne changera dans l'exercice de l'art et dans le processus de création en soi. Pour en discuter, nous avons réuni trois couples d'artistes qui vivent de leur art et qui le font ici-même, dans la région.

Six artistes formant trois couples. Guy Marchamps, Josée Richard et Aline Beaudoin (à l'avant), ainsi que Jean-Pierre Gaudreau, Monique Juteau et Denis Charland (derrière).



Denis Charland est artiste en arts visuels et éditeur de la revue Art Le Sabord.

Son épouse, Aline Beaudoin, est elle aussi artiste en arts visuels. Ils ont deux enfants, Eveline et Olivier. L'aînée est comédienne depuis quelques années dans des productions locales à Trois-Rivières.

Josée Richard est chorégraphe, fondatrice et directrice artistique de



la compagnie Corpus Rhésus Danse, et enseigne la danse. Elle partage sa vie avec Guy Marchamps, poète et musicien, qui tient une librairie spécialisée dans les livres usagés. Ils ont une petite fille, Marilou, âgée de deux ans.

Monique Juteau est écrivaine, récipiendaire du Prix de littérature Gérard-Godin en 1998. Son mari, Jean-Pierre Gaudreau, est artiste-peintre et sculpteur. Il a remporté le Prix des arts visuels Stelio-Sole en 1997.



«L'art, c'est un combat contre le temps»

«C'est un rôle critique, je pense. L'artiste nous donne le loisir de réfléchir sur des questions cruciales.»

Selon ses dires, l'art n'est surtout pas exclusivement une question d'esthétique. «Si c'était ça, ce ne serait pas le plus vieux métier du monde», renchérit Jean-Pierre Gaudreau. Josée Richard en remet. Elle plaide en rappelant Lascaux. «On a des traces de l'ancienneté de l'art. Il faut être en mesure d'apprendre à se connaître et à se reconnaître à travers ces traces de l'observation de notre communauté, peu importe les époques. Et c'est important de communiquer, par l'art, l'environnement dans lequel on vit, afin que d'autres personnes puissent se reconnaître et puissent aussi prendre conscience de ce qu'ils ressentent», croit la chorégraphe.

Pour Denis Charland, le passage au troisième millénaire doit être marqué par le passage de l'art dans le public. Il importe de rendre l'art encore plus accessible, d'éliminer toute apparence de ghettoïsation. Et déjà, les membres

Trois couples de témoins, donc, qui abordent le rôle qu'ils ont à jouer dans la société sous l'angle du temps. Dans un touchant unisson, ils estiment que l'art et la culture ont si bien su traverser le temps parce qu'ils constituent de puissants symboles du temps que l'on prend pour soi. «L'art, c'est un combat contre le temps. Dans notre société contemporaine, le temps est devenu une véritable obsession. Mais quand, par exemple, quelqu'un s'assoit et lit un livre, il arrête le temps. La lecture, tout comme l'appréciation d'autres formes d'art, est un moment privilégié», estime Monique Juteau. «Les plus beaux moments, c'est quand on réussit à se sentir hors du temps», renchérit Guy Marchamps.

Denis Charland croit de son côté que le contact avec l'art est une relation avec l'éternité. «L'introspection peut nous relier à nos ancêtres et nous permet parfois d'anticiper le futur», estime-t-il. C'est en bonne partie pour cette raison que l'humain prend encore le temps d'apprécier différentes formes d'art.

Et c'est pour cela aussi qu'il croit que le rôle de l'artiste devrait prendre de plus en plus d'importance. «On aura de plus en plus besoin des artistes. D'une société d'économie, on passe à une société des communications et les différentes formes d'art sont des moyens de communication», insiste l'éditeur du Sabord. Mais quel est-il ce rôle que les artistes seront encore appelés à jouer?



Jean-Pierre Gaudreau et Monique Juteau



de ce sextuor improvisé estiment qu'il y a un bon bout de chemin de fait en ce sens. «La démocratisation de la culture nous a permis de sortir de nos cercles fermés», estime Jean-Pierre Gaudreau. Les musées, exemplifie Aline Beaudoin, sont moins élitistes qu'ils l'ont déjà été. «Ils tendent à se démystifier, progressivement, en s'adaptant aux besoins du public.» En fait, estime son conjoint, ce sont les lieux de l'art qui changent. L'art est maintenant dans des espaces publics. «On sent une volonté de faire éclater la création pour la rendre accessible, une volonté d'abolir les barrières», remarque-t-il. Tendre des perches est essentiel, ajoute Josée Richard. Des perches assez longues pour rejoindre le plus grand nombre de personnes possible, renchérit Monique Juteau.



Denis Charland et Aline Beaudoin

Celle-ci est toutefois consciente que la société consomme rapidement et qu'elle renouvelle constamment ses images. «La création, quant à elle, est un lent processus. On ne peut pas toujours suivre le mouvement», note-t-elle. Son conjoint acquiesce. «On la sent, cette pression-là», remarque Jean-Pierre Gaudreau.

L'artiste de l'an 2000, maintenant. Comment se définit-il? De quelle façon évoluera-t-il? Pour Denis Charland, l'artiste d'aujourd'hui n'est pas très loin de l'artiste de Lascaux. «On mettrait les fresques de Lascaux dans un musée d'art contemporain et probablement qu'on crierait au génie», lance-t-il spontanément. «La boucle est en train de se boucler, soutient Guy Marchamps. Ce qui est intéressant, c'est de se demander



ce qui va se passer après.» Mais tous conviennent qu'il est extrêmement difficile d'anticiper ce mystérieux «après».

«L'an 2000 et le passage au troisième millénaire, ça signifie un changement d'époque dans l'imaginaire collectif. Ce changement-là est déjà amorcé, assurément. Les communications sont le résultat de l'intérêt des communautés pour l'échange. Je pense qu'on se dirige vers une époque de type «Renaissance» parce que les champs d'intérêt des artistes, qui embarquent aussi dans ce mouvement-là, sont plus larges. La spécialisation est révolue et c'est aussi vrai en art», résume Denis Charland.

Le sacro-saint processus de création doit maintenant de plus en plus s'allier à une préoccupation pour la communication. «L'art pour l'art est une chose, soutient



Guy Marchamps et Josée Richard

Jean-Pierre Gaudreau, mais l'art allié à la communication en est une autre. C'est toujours une lutte que de devoir trouver l'équilibre entre la recherche et la capacité de la communiquer.»

Et cette capacité de communiquer l'art passe inévitablement par la reconnaissance. Celle du public, bien sûr, mais aussi celle des pairs et celle de la critique. La sensibilité à ces réactions n'est pas près de changer non plus. La création, insiste Guy Marchamps, sous-tend nécessairement une idée de partage. Mais que l'on n'en conclue pas que les créateurs font ce qu'ils font pour être aimés.

«Ça deviendrait alors un art de concession», prévient Jean-Pierre Gaudreau.

Cette notion irait alors complètement à l'encontre de l'essence même de la création. «C'est comme un voyage, la création. Quand j'embarque dans ma production, c'est un no man's land. Bien souvent, il y a très peu de place pour la réflexion. Ce qui prend le dessus, c'est la passion, l'émotion brute», soutient Aline Beaudoin. Et c'est pour ça, ajoute Monique Juteau, qu'il y a généralement un vertige dans le processus de création. Parce qu'on est seul dans un tel processus.

Pourtant, on semble s'y plaire. Les artistes sont de grands solitaires, c'est connu. Et ce n'est surtout pas l'ordinateur qui va venir leur tenir compagnie et interférer dans cette relation privilégiée qu'ils ont avec leurs oeuvres. «L'ordinateur est un nouvel outil. Il y a un engouement parce que c'est nouveau, mais je pense qu'on va s'affranchir de l'intérêt subit de l'appareil pour en faire un instrument utile. Et même à l'apogée de la technologie, il y aura toujours le désir d'être le plus sensuel, le plus naturel possible. L'art nous ramène à l'humain, à l'individu. Et ça, on en aura encore plus besoin dans le futur», estime Denis Charland.

Et s'il est une chose dont les créateurs auront aussi besoin, dans dix ans comme dans cent ans, c'est le soutien des gouvernements. «L'État doit se sentir concerné par la culture. Si les subventions con-

stituent un moyen de se sentir concerné, c'est tant mieux», remarque Aline Beaudoin. Pour Guy Marchamps, il va de soi que l'État contribue financièrement à la culture. «L'art est un besoin pour les citoyens. Comme les impôts que l'on verse à l'État doivent servir à combler certains besoins de la population, il me semble que c'est logique que les gouvernements interviennent financièrement dans la culture.» Les six s'entendent pour dire que lorsqu'on regarde ce que la culture génère, il est clair qu'elle est sous-subsventionnée.

Peu importe les stratégies que pourrait mettre de l'avant un gouvernement qui aurait un penchant pour la chose culturelle, peu importe les machines qu'on mettra à la disposition des artistes, peu importe les courants qui repousseront les limites de chaque discipline artistique et peu importe la réaction des publics face aux manifestations culturelles, il est une chose qui ne changera pas, selon le libraire Marchamps. Et ce sont les personnes qui rendent la culture vivante. «On est des contemplatifs, des épicuriens. On est d'éternels rêveurs et ça va toujours être comme ça.

Les artistes de la danse, comme ceux de la musique, de la peinture, de la sculpture, du théâtre ou de la littérature, ont traversé le temps. Ci-dessous, quatre membres de la troupe trifluvienne Corpus Rhésus Danse.





Décrocher la lune...

**Pas nécessaire d'être une
étoile pour y goûter.**

L'acquisition
d'une culture générale et le développement du
potentiel créateur sont deux des facettes
privilegiées par le Cégep de Trois-Rivières tant
dans ses programmes d'études que dans les
activités qui gravitent autour de ceux-ci : Cégeps
en spectacle, Théâtre ZIP, *Science, on tourne!*,
Cégep monde, le certificat de réussite éducative
IMPULSION, 5 à 7 poétique, danse, etc.

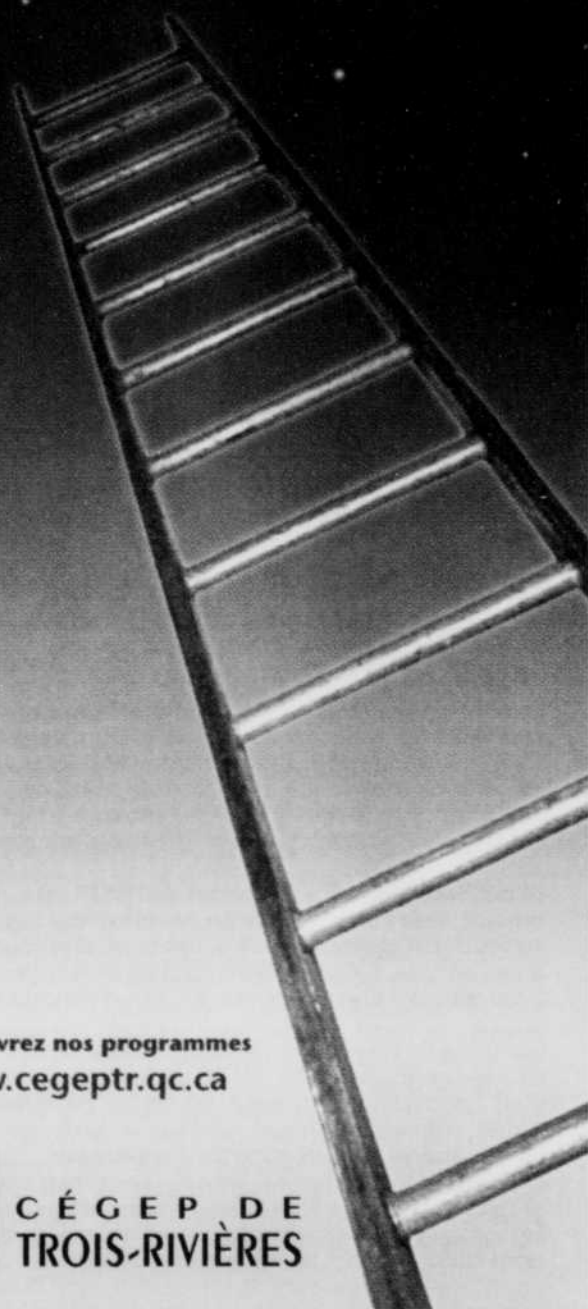
Pour nous rejoindre
3500, rue De Courval, C.P. 97
Trois-Rivières (Québec) G9A 5E6
819.376.1721

Un atout de taille!

Découvrez nos programmes
www.cegeptr.qc.ca



**CÉGEP DE
TROIS-RIVIÈRES**






Le défi d'attirer le public

«Le public en général est de plus en plus difficile parce qu'il peut voir beaucoup de choses. Alors il devient plus sélectif. Il faut les surprendre, les impressionner», remarque Daniel Gélinas. Surprendre, impressionner, sortir des sentiers battus. Ces expressions ont été lancées par la quasi-totalité des intervenants rencontrés. Avec les spécificités de la discipline ou de l'événement dont ils sont les porte-parole.

Les Nouveaux Compagnons, par exemple, ont déjà réagi à des baisses d'assistance observées au cours des dernières années. «On constatait un plafonnement et il a fallu trouver une solution. On a pris le virage de la création, qui est un créneau assez particulier.

Et ça évite qu'on se marche sur les pieds», explique le président, François Poisson. L'important, selon lui, est de s'assurer que les gens suivent. Et il constate que c'est toujours à recommencer. Chaque pièce a son public et il faut cibler, bien qu'il semble difficile de parfaitement connaître ces publics.

Le 12 février 2000, l'Orchestre symphonique de Trois-Rivières laissera entendre ses premières notes depuis que la plus célèbre page du calendrier aura été tournée. C'est la sixième symphonie de Gustav Mahler qui constituera, à proprement parler, le premier événement musical du «nouveau millénaire» dans la région. Les guillemets, bien entendu, ne servent qu'à étouffer le sempiternel débat sur la date à laquelle commencera ce fameux millénaire.

Le public qui assistera au concert de l'OSTR sera, presque à coup sûr, séduit par le produit. Que l'on n'en conclue toutefois pas que la partie est gagnée d'avance. Avant de conquérir un public par la qualité d'une oeuvre, d'un événement ou d'une activité, il faut d'abord l'attirer, le séduire. Ce défi existe déjà, certes, mais il semble qu'il prendra de plus en plus d'importance au cours des années à venir.

La notion de création implique nécessairement la volonté de conquérir un public, en transmettant une émotion. C'est un objectif commun à toutes les disciplines artistiques, remarque Daniel Gélinas, coordonnateur de l'International de l'art vocal de Trois-Rivières. Comment, au cours des prochaines années, voire des prochaines décennies, faudra-t-il s'y prendre pour attirer le public? Les organisateurs d'événements et dirigeants d'institutions culturelles ont leur petite idée là-dessus.

**François
Poisson,
président des
Nouveaux
Compagnons**





Marc-André Dowd, cofondateur et directeur artistique du Théâtre des Gens de la place.

tellement d'événements d'été qu'on n'a pas le choix d'avoir quelque chose d'unique à offrir. Et plus ça va, plus on va être reconnu au Québec comme étant un événement culturel et pas seulement un événement festif», explique Daniel Gélinas. Mais même avec l'auréole culturelle, un événement demeurera toujours un produit qu'il faut vendre. «Le succès, c'est une combinaison de qualité du produit, de marketing et de saine gestion. C'est plate à dire, mais c'est ça. Ce qu'on



Daniel Gélinas, coordonnateur de l'International de l'art vocal de Trois-Rivières.

Le directeur artistique et cofondateur du Théâtre des Gens de la place, Marc-André Dowd, croit qu'il suffit d'amener les gens au théâtre une première fois pour leur donner le goût d'y revenir. «Une fois dans la salle, le public vit quelque chose de complètement différent que ce que la télé ou le cinéma leur offre. «Le spectateur se retrouve devant quelque chose de vivant, à quelques mètres de lui. C'est la communication des émotions en temps réel, dans un même espace. Et il faut miser sur cette spécificité, savoir la vendre», explique-t-il. Selon lui, le développement des technologies a entraîné un certain repli, une sorte de solitude, d'isolement. Paradoxalement, les gens ressentent de plus en plus le besoin de contrer ce phénomène. «Et un spectacle est justement une autre occasion d'être en communauté, de se rassembler», croit le jeune homme.

Mais pour provoquer ces rassemblements, il faut des idées originales, qui vont piquer la curiosité du public. Créé il y a six

ans, l'International de l'art vocal mise maintenant sur des spectacles concepts, des événements, des happenings. «Il y a

gère, c'est une entreprise et je ne pense pas que ça dénature l'art ou l'aspect artistique», ajoute-t-il.

Si le Festival international de la poésie de Trois-Rivières est devenu ce qu'il est aujourd'hui, c'est en bonne partie en raison des visions d'entreprise qu'a son directeur, Gaston Bellemare. «La poésie, c'est une business, sauf que personne ne fait de l'argent avec. On ne fait pas ça pour gagner notre vie. On fait juste ça pour ne pas la perdre», philosophe-t-il.

Au fil des ans, et avec une approche marketing pointue, le festival a fait la démonstration que la poésie n'était pas aussi élitiste qu'on pourrait le croire. «Mais pour ça, il faut sans cesse trouver des façons neuves de la présenter», ajoute M. Bellemare.

Évidemment, Gaston Bellemare applique au festival une recette semblable à celle qu'il utilise pour sa maison d'édition. Aux Écrits des Forges, les ventes augmentent presque sans cesse depuis 1985. Mais selon l'éditeur, il faut

provoquer ça, convaincre les lecteurs par des activités. «J'essaie d'avoir au moins une activité par jour, que ce soit un lancement, une présence dans un salon du livre, une publicité, une lecture publique», explique-t-il, toujours convaincu qu'il faille aller rejoindre d'autres clientèles que les lecteurs de poésie invétérés. Il faut aussi initier.

Sylvie Dufresne, directrice générale du Musée des arts et traditions populaires du Québec, est aussi de cet avis. «Le défi est d'attirer des publics nouveaux. De plus en plus, on constate que la fréquentation est devenue un critère qui va déterminer le succès d'un événement. Je pense qu'il faut mettre un bémol à cette réalité-là. On doit plutôt trouver un équilibre entre la qualité et la popularité», croit-elle. Audace et combativité doivent être au rendez-vous, puisque selon elle, rien n'est jamais gagné.

Et même quand on attire entre 600 000 et 700 000 visiteurs, il ne faut pas s'asseoir sur un succès de foule. Le Mondial des cultures de Drummondville doit cette année travailler avec un budget révisé à la baisse parce qu'on a constaté une légère diminution de l'affluence. Selon Michel Morin, coordonnateur des communications, il faut alors travailler plus fort, voir comment on peut faire aussi bien avec moins de ressources. «On a un bon produit, mais il y en a plein d'autres qui poussent un

«Le succès, c'est une combinaison de qualité du produit, de marketing et de saine gestion.»



peu partout. À ce moment-là, il faut développer la rétention, l'originalité», plaide-t-il. Le défi, selon lui, est de positionner l'événement stratégiquement, en prenant bien soin de conserver l'émotion qu'il suscite. Et on se doit, pour cela, de tenir compte du fait que l'événement est présenté en région. «Parfois, on veut emprunter des éléments des recettes de certains événements qui ont lieu à Montréal ou à Québec. Mais il faut tenir compte du



fait qu'on est en région et que la réalité est complètement différente», ajoute-t-il en prenant soin d'indiquer que c'est pourtant loin d'être un handicap que d'être en région.

S'il y en a un qui le sait, c'est bien Gilles Bellemare, directeur artistique et chef attitré de l'OSTR, premier orchestre régional à avoir vu le jour au Québec il y a vingt et un ans. «L'OSTR et son public ont évolué en même temps. Encore aujourd'hui, il faut s'organiser pour que chaque concert soit un assemblage d'œuvres où le public se retrouve. Une

programmation doit tenir compte de l'intérêt du public et ça, pour un chef, c'est un défi. Il faut prendre les moyens de maintenir la relation de confiance qu'on bâtit avec le public», explique le maestro. À cela s'ajoutent des contraintes financières particulièrement importantes pour

Gilles Bellemare, directeur artistique et chef attitré de l'Orchestre symphonique de Trois-Rivières.



dimanche matin et qui faisaient le tour des galeries pour voir les expositions. On est davantage dans la culture de l'événement. Les gens veulent en avoir plein la vue», explique Alain Fleurent, artiste et administrateur de Presse-Papier. La coopérative, qui existe depuis deux décennies, compte une vingtaine de membres.

«Il faut continuellement adapter la structure aux besoins des artistes. On entre dans une phase où on se doit d'être davantage des initiateurs de projets, pour stimuler la création», remarque la présidente de Presse-Papier, Francine Turcotte. Quand la création va, tout va, pourrait-on dire, puisque c'est à ce moment qu'on retrouve une certaine diversité culturelle, ce qui est indispensable pour attirer le public. «Je pense que la population a toujours été assez proche des arts, mais il faut maintenant la convaincre de se réapproprier les lieux de diffusion», résume Alain Fleurent.

Le Mondial des cultures de Drummondville est une des manifestations culturelles majeures dans la région. Comme la majorité des institutions et des événements culturels, le Mondial doit sans cesse relever le défi d'attirer et de renouveler son public.



Alain Fleurent et Francine Turcotte, respectivement membre du conseil d'administration et présidente de l'Atelier Presse-Papier.



un orchestre professionnel. «Sur le plan financier, les orchestres sont des institutions qui coûtent très cher. La musique est un peu prisonnière de ça. Mais je pense qu'elle est plus forte que les éléments financiers qui la conditionnent. Quand on n'aura plus d'argent pour subventionner, il restera toujours la musique, les partitions, les musiciens. La culture va continuer à vivre», estime-t-il.

Enfin, du côté des arts visuels, la réalité est différente. À l'Atelier Presse-Papier, auquel est greffée La Galerie, par exemple, on cherche à donner aux gens une occasion de se déplacer. «Il ne faut pas se leurrer. On n'a plus vraiment les publics qui portaient le



Gaston Bellemare, directeur du Festival international de la poésie de Trois-Rivières et directeur général des Écrits des Forges.

**VALEUR SÛRE
D'UN NOUVEAU MILLÉNAIRE.**



**GAGE DE CONFIANCE.
BERNIER & CRÉPEAU.**

**Bernier
Crépeau**

3100, BOULEVARD ST-JEAN
TROIS-RIVIÈRES-QUEST
(819) 377-3077

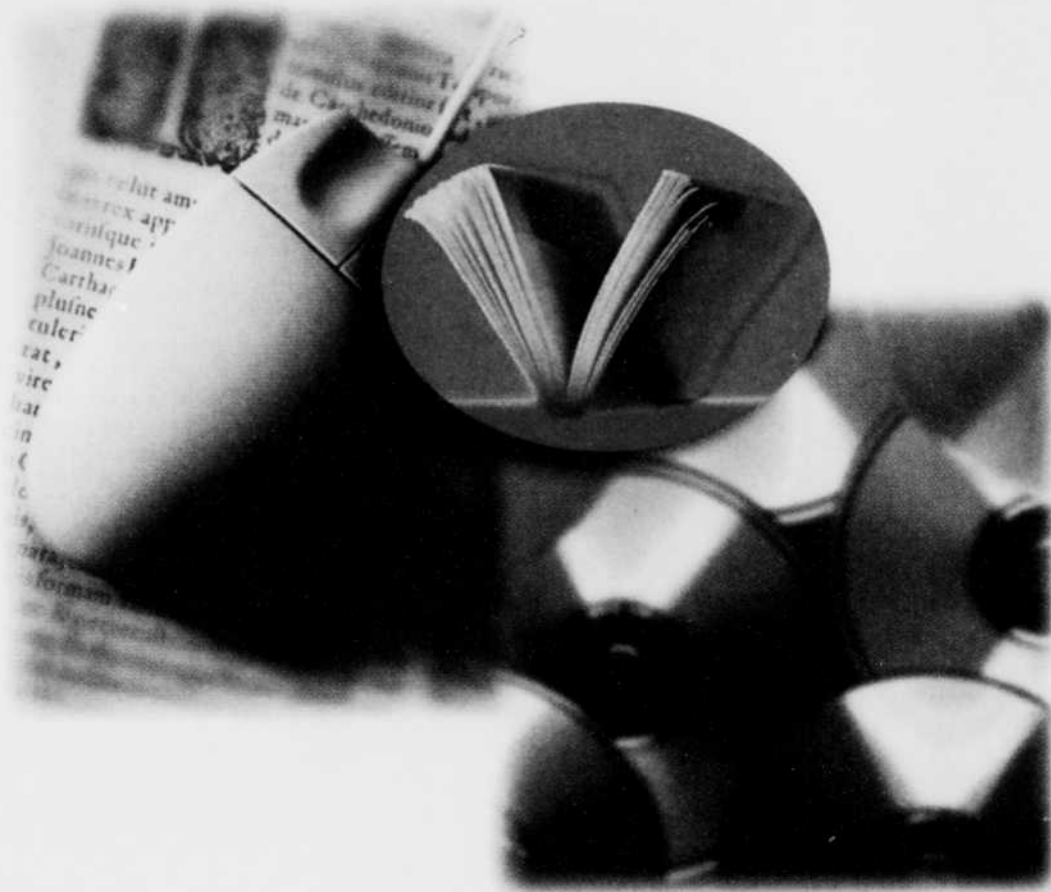


Innover

*pour la vie
pour la croissance
pour l'avenir*

 **Hydro
Québec**

Les nouvelles technologies ne devraient pas écorcher Le LIVRE



Quand, dans les années vingt, on a mis en place les premiers organismes publics chargés de diffuser des programmes radiophoniques, on a cru que le livre allait être ébranlé. Quand, dans les années 50, les téléviseurs ont fait leur apparition dans les foyers québécois, on a une fois de plus frêmi en pensant à l'avenir du livre. Quand, enfin, Internet s'est mis à gagner des adeptes jusque dans les chaumières, on tendait presque l'oreille pour entendre sonner le glas du papier et du livre.

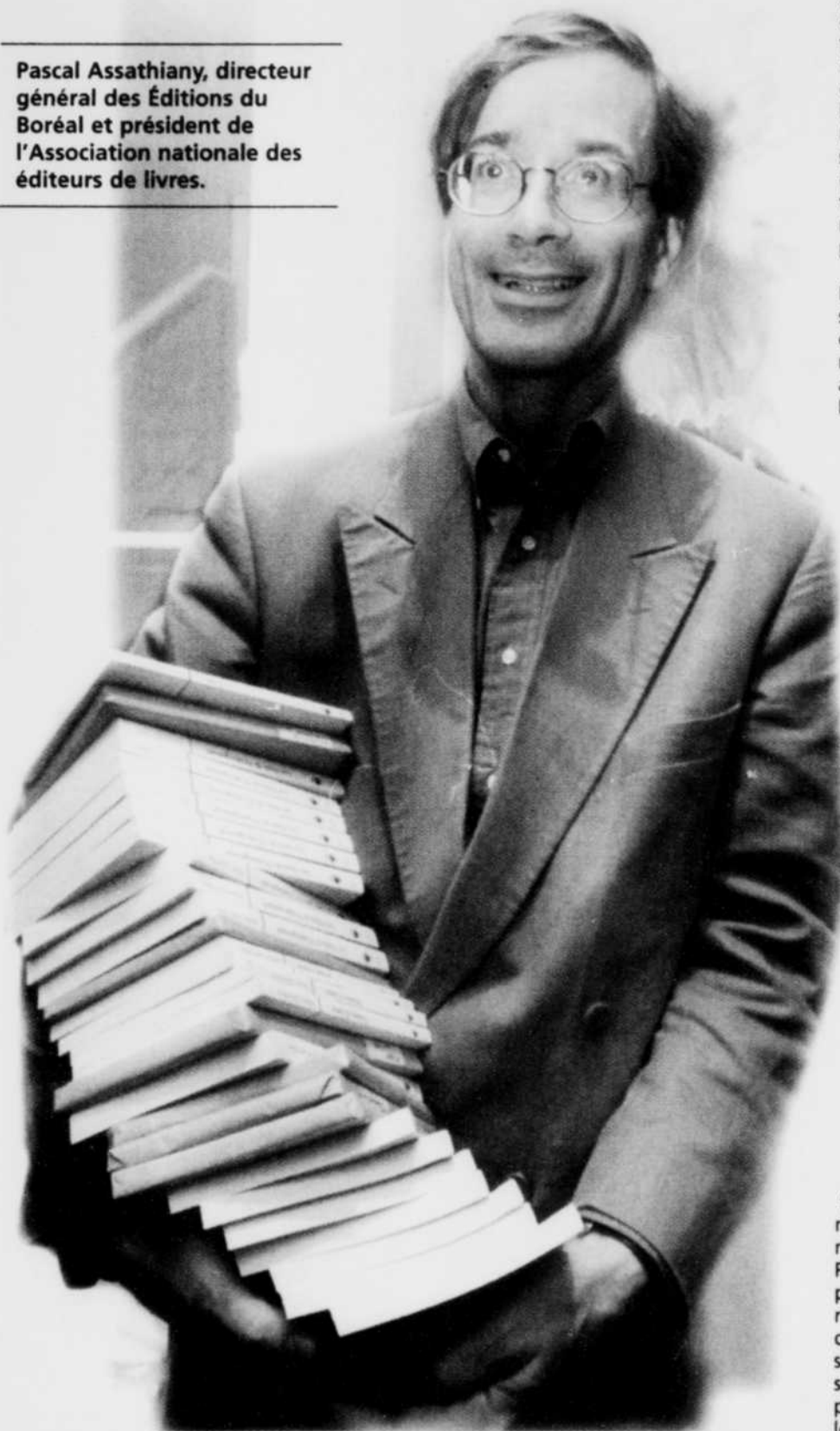
Mais c'était peine perdue. Chaque fois, on sous-estimait le pouvoir du livre. Le livre n'est pas près de disparaître. Au contraire, c'est un vent d'optimisme qui souffle sur le domaine de l'édition. Certains s'empressent toutefois de nuancer. «Le livre tel qu'on le connaît aura été beaucoup plus résistant aux changements

qu'on annonçait. Le livre résiste, certes, mais il aurait peut-être normalement dû se développer compte tenu de l'augmentation de la scolarisation de la population», explique Pascal Assathiany, directeur général des Éditions du Boréal et président de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL).

Le livre est en effet demeuré relativement stable depuis dix ou quinze ans. En proportion, il a peut-être perdu un



Pascal Assathiany, directeur général des Éditions du Boréal et président de l'Association nationale des éditeurs de livres.



développement qui aura été neutralisé, en quelque sorte, par l'émergence de nouveaux moyens technologiques. Le pire semble toutefois passé, puisqu'on estime maintenant que les nouvelles technologies, qui ont pourtant déjà alimenté plusieurs débats quant à l'avenir du livre, ne devraient plus affaiblir le bon vieux bouquin outre-mesure. L'amélioration du taux et du degré de scolarisation pourrait cette fois avoir un impact positif sur la lecture et sur l'édition. Mieux encore, on compte utiliser le riche potentiel des moyens électroniques pour mettre en valeur les vertus du livre.

Édition électronique, autoédition, diffusion sur le réseau Internet, microédition et librairies virtuelles sont autant de notions que l'on ne pouvait même pas anticiper il y a à peine deux décennies. Dans le temps de le dire, elles sont pourtant devenues les défis et les enjeux qui attendent les éditeurs.

«Le débat par rapport à l'électronique et à la disparition du livre est complètement faux, à mon avis. Je pense même qu'on va connaître l'âge d'or du papier et du livre avec le phénomène de l'édition électronique. Quand on va se chercher un livre sur Internet, on veut l'avoir sur un support papier», explique Michel Gagné, assistant de recherche au sein du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec. Pour son mémoire de maîtrise, l'étudiant se penche justement sur l'avènement des nouvelles technologies de l'information dans l'édition littéraire au Québec.

Celui-ci ne croit pas que le monde de l'édition au Québec soit prêt à prendre le virage électronique. «Et je me demande s'il le sera un moment donné. Il n'y a pas une assez grosse demande pour le moment», croit-il.

L'édition électronique, qui consiste à numériser des ouvrages ou à en créer des nouveaux exclusivement pour les supports informatisés, présente toutefois certains inconvénients considérables, dont celui de ne pas être reconnue parce qu'elle n'a pas de matérialité. Pour que le texte ait une validité, d'un point de vue épistémologique, il faut non seulement qu'il soit imprimé, mais qu'il ait aussi une certaine reconnaissance, un capital symbolique.» Et les seuls à qui on reconnaît généralement le pouvoir de légitimer les oeuvres, ce sont les éditeurs.



Même le jour où on trouvera des éditeurs électroniques qui auront une crédibilité, il restera toujours l'image d'un lecteur qui achète avec plus de facilité un livre publié et disponible sur support papier», croit Pascal Assathiany.

Pourquoi? Pour des raisons sensuelles, principalement.

Lecteurs, libraires et éditeurs s'entendent pour dire qu'il existe aussi un attachement sentimental, sensuel au livre. Rien, jusqu'à maintenant, ne peut remplacer le plaisir de feuilleter, de plier le coin d'une page, de souligner. La banale odeur d'une disquette ne vaut pas celle d'un livre neuf ou, mieux, celle d'un livre ancien. Et rarement complimentera-t-on une bibliothèque dépourvue de livres. La vue, l'odorat, le toucher sont sollicités par la lecture. «Il y a quelque chose de très physique dans le rapport qu'on a avec la lecture. Je ne sais pas si cela peut être un facteur qui va assurer une pérennité au livre, mais c'est un facteur qui, jusqu'à maintenant, a traversé les époques», commente M. Assathiany.

Bien que l'on ait déjà lancé des prototypes de livres électroniques dont le format vertical est légèrement plus petit qu'un ordinateur portable, il semble que l'on ne soit pas près de voir un gadget se substituer à la mobilité et au caractère pratique du livre. Les SoftBook dont on nous clabonne l'arrivée prochaine pourraient difficilement, de l'avis des principaux intéressés, remplacer le livre ou le magazine dans l'autobus ou aux toilettes, par exemple...

Parallèlement aux développements technologiques reliés à la création et à la diffusion du livre, on voit se développer un engouement de plus en plus marqué pour la lecture. Le président de l'ANEL estime d'ailleurs que celle-ci se porte plutôt bien, en prenant toutefois soin de mettre un bémol à cette affirmation optimiste. «Le problème avec le Québec, c'est son marché. Pour faire vivre une culture et les infrastructures nécessaires pour la produire, on a toujours dit qu'il fallait une masse critique de dix à douze millions d'habitants. Ici, comme on n'est que six millions de francophones, la lecture et la culture en général ne se portent bien que dans la mesure où elles sont soutenues par les gouvernements», explique Pascal Assathiany. Un soutien, ajoute-t-il, qui est absolument nécessaire afin de diversifier l'offre.

Si le soutien gouvernemental apparaît comme une nécessité, il en va de même pour la participation de la population. Les gens doivent acheter plus de livres. On doit lire davantage. Les éditeurs ont déjà leurs idées là-dessus. Ce sont toutefois les libraires qui ont compris le message et qui tentent de relever le lourd défi de l'attraction pour la lecture. Certains d'entre eux, comme la vénérable Librairie Garneau, se sont déjà positionnés sur le réseau Internet, histoire d'élargir la clientèle potentielle.

«Il faut toutefois prendre soin de maintenir un réseau dynamique de librairies qui mettront en circulation les premiers exemplaires du tirage d'un livre. Pour qu'ils soient offerts sur Internet, dans des librairies virtuelles, par exemple, il faut d'abord que le livre existe et qu'il ait, déjà, un premier réseau d'accueil qui ne soit pas électronique», remarque M. Assathiany. Les librairies virtuelles, comme amazon.com ou camelot.ca, ne seraient, en somme, que des bras commerciaux importants. Des portes ouvertes sur les clientèles éloignées, sur l'exportation.



Quelque négligeable que puisse paraître l'influence des nouvelles technologies sur l'industrie du livre à proprement parler, il ne faudrait pas, néanmoins, croire que les auteurs, les éditeurs, les détaillants et les gouvernements se croisent les bras. Car si le nombre de titres publiés par les quelque 130 maisons d'édition reconnues au Québec est passé de 1297 en 1972 à 3708 en 1996, et que le nombre de titres par tranche de 100 000 habitants est passé de 21,4 à 50,2 entre ces mêmes années, il faut surtout être préoccupé par le tirage moyen par titre. En 1972, on tirait en moyenne 3566 exemplaires d'un livre, alors qu'en 1996, on n'en imprimait que 2713 en moyenne. Malgré cela, le tirage total a fait un bond de plus de 5 millions d'exemplaires en vingt-cinq ans, passant de 4 626 000 à 10 061 000 exemplaires.

Comme partout ailleurs dans le monde occidental, l'édition québécoise traverse des zones de turbulence. L'émergence de nouvelles technologies, le durcissement des lois du marché qu'impose la mondialisation de l'économie, la présence parfois trop envahissante de la culture américaine et de l'édition française, et la nécessité à la fois de rajeunir et de diversifier le public lecteur forcent l'industrie à se remettre en question.

C'est avec optimisme que les éditeurs québécois semblent vouloir le faire. Et cet optimisme s'allie d'ailleurs à une ferme volonté gouvernementale de redonner un peu de vie à la lecture. Avec le sommet sur la lecture, convoqué au printemps 1998, et avec la politique qui en découle, plusieurs éditeurs, écrivains et libraires se trouvaient ragaillardis par cette volonté de l'État de soutenir et de revitaliser tous les secteurs du livre. On construira d'ailleurs, à Montréal, la Grande bibliothèque du Québec, une institution que l'on souhaite voir devenir le symbole de la place grandissante qu'occuperont le livre et les autres formes d'expression écrite lors du prochain millénaire.

«L'avenir du livre est à consolider. Il faut se battre constamment, ne rien prendre pour acquis, en raison de notre bassin de population qui est constamment fragile. S'il y a un peu de conscience sociale et politique, si on protège les structures de production et de diffusion, moi je ne suis pas trop inquiet pour l'avenir du livre au Québec», conclut Pascal Assathiany.

Les Ursulines

De 1697 à 2000

LE MUSÉE ET LES ARCHIVES:

Lieux d'accès aux richesses culturelles du passé

MUSÉE DES URSULINES

La famille Duplessis et son époque

Du 14 avril au 31 octobre

Exposition présentant des objets ayant appartenu au jeune Maurice Duplessis ainsi qu'à sa famille: parents, soeurs et descendance. L'événement Duplessis veut souligner le 40e anniversaire du décès de Maurice Duplessis.

GALERIE LE RÉFECTOIRE

Exposition des élèves de 6e année du Collège Marie-de-l'Incarnation

Du 14 mai au 13 juin 1999

Hommage à Marie de l'Incarnation

Du 16 juin au 1er août 1999

Renée Sirois, aquarelliste

Du 4 août au 12 septembre 1999

Thibeault, Thibeault, Gaudreau, Hernandez,
techniques mixtes

Du 15 septembre au 31 octobre 1999

Jours et heures d'ouverture

Mai à novembre: mardi au vendredi 9 h à 17 h

samedi et dimanche 13h30 à 17 h

Mars et avril: mercredi au dimanche 13h 30 à 17 h

Novembre à mars: avec réservation

Frais d'entrée

Adulte: 2.50\$ Etudiant: 1.50\$ Âge d'or: 1.50\$

Gratuit pour les enfants.

PRIX DE GROUPE AVEC RÉSERVATION

734, rue des Ursulines, Trois-Rivières, G9A 5B5

Tél.: (819) 375-7922

Télec.: (819) 375-0238

ARCHIVES

La consultation est possible avec rendez-vous

en contactant Soeur Germaine Blais o.s.u. (819) 375-6039

HARO SUR La médiocrité

Lorsque Lise Bissonnette a été nommée à la tête de la Grande bibliothèque du Québec, elle devenait du coup dirigeante d'un organisme relevant du gouvernement. Et quand est venu le temps de s'installer dans des bureaux temporaires en attendant la construction, il lui a été permis d'aller rendre visite à John Porter, directeur du Musée du Québec, afin de fouiner un peu dans la collection de prêt d'oeuvres du musée. En moins de deux, Lise Bissonnette est devenue la deuxième plus importante cliente du musée en ce qui a trait au prêt d'oeuvres d'art à des ministères ou organismes relevant du gouvernement.

La Grande bibliothèque du Québec, qui occupe pour l'instant qu'un étage d'un sobre immeuble appartenant à la Ville de Montréal, n'est devancée, au curieux palmarès de John Porter, que par le ministère de la Culture et des Communications. À peine trois cents mètres carrés et pourtant, une quarantaine d'oeuvres d'art. Les bureaux temporaires de la Grande bibliothèque ont beau

être un modèle de modestie, ils n'en sont pas moins habités par l'art.

Et déjà, on les sent imprégnés de la passion de la directrice.

Quand elle parle de culture, Lise Bissonnette ne connaît pas l'euphémisme. Elle dénonce, félicite, approuve sans ambages. Elle porte un regard à la fois cru et amoureux sur le monde de l'art et des artistes, sur les publics et sur les pouvoirs qui les méconnaissent.

Regard cru parce qu'elle s'en prend vertement à la médiocrité. «À bien des égards, lance Lise Bissonnette, nous sommes une société moins cultivée, ayant moins d'accès à la culture

que le reste de l'Amérique du Nord.» La directrice de la Grande bibliothèque illustre ses propos par l'exemple de la lecture. Le Québécois moyen lit moins de livres, de journaux ou de magazines que les autres Nord-Américains, à quelques exceptions près. «Le taux d'abonnement aux bibliothèques publiques, le taux d'emprunt des livres, la fréquence des visites à la bibliothèque, peu importe l'indice qu'on regarde, on est toujours en dessous des moyennes. Et à mon avis, il n'y a pas de meilleure mesure de la culture générale que la lecture.»

L'ex-directrice du Devoir estime qu'on est en présence d'un «paradoxe assez désolant», puisque le Québec réclame toujours, peu importe que l'on soit fédéraliste ou souverainiste, d'être reconnu pour sa distinction. Distinction que l'on assoit sur la langue et la culture. «Ça va assez bien pour la langue. On parle français et les autres parlent anglais. Mais on dit toujours la langue et la culture. Et en matière de culture, le retard du Québec est inquiétant», explique Mme Bissonnette.

Le public, selon elle, n'est tout simplement pas à la hauteur de la création qui se fait ici. «La quantité de personnes qui sont prêtes à consommer convenablement les produits culturels n'est pas à la hauteur de nos prétentions.





C'est ça qui fait que nos créateurs, dans le fond, sont si malheureux. Le milieu est en constante ébullition, en effervescence, mais on ne veut pas discuter du public. Parce que c'est une question qui est très troublante, très inquiétante. On ne veut pas affronter - et c'est vrai que c'est effrayant - la question du développement culturel de l'ensemble de la population. Le problème de la médiocrité, c'est qu'on dirait qu'elle ne dérange personne», déplore celle qui n'est toujours pas convaincue qu'il ne faudrait pas demander à nos premiers ministres qui sont Walter Boudreau, Lorraine Vaillancourt, Claude Vivier ou Wajdi Mouawad. Beaucoup de gens, selon elle, ne se contentent que d'un vernis de culture générale.

Il se pourrait bien que ce soit notre système d'éducation qui soit la pierre d'achoppement du développement culturel. «L'université, par exemple, n'est plus très culturelle. Autant l'institution universitaire était autrefois méprisée par les milieux d'affaires ou les milieux économiques, autant aujourd'hui ils la prennent et en font leur annexe», croit Lise Bissonnette. Et comme les universités ont mal résisté à la déculturation, il faut trouver les moyens de réinsérer quelques préoccupations culturelles dans l'enseignement supérieur. Mais elle convient que si l'accès à l'éducation supérieure peut favoriser le développement culturel, il ne constitue pas une panacée.

Si les causes du déficit culturel du Québec sont nombreuses, il en irait de même pour les conséquences. L'abandon scolaire, les difficultés d'intégration, même l'éclatement des familles peuvent, selon Lise Bissonnette, y être liés. La culture fournit des outils qui permettent d'analyser et de comprendre le monde dans lequel on est. «On n'a qu'à regarder travailler les partis politiques, qui concentrent leurs efforts sur les quinze pour cent de gens qui changent d'idée comme ils changent de chemise. Je suis convaincue que si on faisait un profil socio-économique de ces gens-là, on verrait que leur capacité d'analyse, celle qui vient avec l'éducation et la culture et qui fait qu'on se pose des questions et qu'on finit par se faire une idée, est déficiente. C'est pas parce qu'ils ne sont pas fins, c'est simplement qu'il leur manque des outils qui permettent d'arriver par soi-même à une conclusion, après avoir entendu des arguments», croit-elle.

«Il n'y a pas de meilleure mesure de la culture générale que la lecture.»

Elle donne aussi l'exemple du scepticisme qu'a engendré l'annonce de la construction de la Grande bibliothèque du Québec. «Les gens se demandent si on a vraiment besoin de ça. Par contre, personne n'a remis en cause l'agrandissement du palais des congrès, qui va coûter deux fois plus cher que la Grande bibliothèque. C'est remarquable que des questions existentielles ne se posent pas autour de tout ce qui touche le développement économique, alors que le développement culturel, c'est toujours un peu plus difficile. Il y a toujours quelque chose qui fait dire aux Québécois "Vous êtes sûrs que ce n'est pas gaspiller de l'argent que d'investir dans la culture?" Et ce n'est pas normal de penser comme ça», soutient Mme Bissonnette. Combien de fois a-t-on, plus près de nous, maugréé contre la participation financière de l'État dans le Musée des arts et traditions populaires?

Beaucoup de gens se sont posé des questions afin de savoir pourquoi les Québécois sont comme ça, pourquoi ils réagissent ainsi devant l'aide qui doit être apportée à la culture. Lise Bissonnette s'explique mal pourquoi le Québec se trouve dans une situation de déficit culturel, alors que la création se porte admirablement bien et qu'elle atteint une qualité fort enviable. Il est alors étonnant de constater que, chaque année, 2000 diplômés sortent de l'université après avoir étudié dans le domaine des arts, toutes disciplines confondues.

«On produit beaucoup de créateurs par rapport au public qu'il dessert. Mais c'est le propre des cultures minoritaires. Les cultures qui sont un peu assiégées, qui ont eu à affronter de l'adversité, qui ont eu à s'affirmer, ont tendance à produire davantage de créateurs. Il y a parfois un sentiment de colère qui est très bon pour

la création. Je suis convaincue qu'au Québec, on n'est toujours pas sorti de l'adversité.»

Cela aurait donc eu un effet positif sur la qualité des artistes que le Québec a vus naître. «Le produit culturel qu'on a ici, toutes disciplines confondues, est à mon avis très, très intéressant», insiste la Rouynorandienne d'origine. Cette qualité la rassure, puisqu'il y a dix ans, elle sentait un grave danger. «La création qui se faisait ici était muette. On s'est lancé rapidement dans les arts visuels et dans la danse. On est tombés là-dedans comme des enfants dans le Laura Secord. Enfin, c'est dans les arts muets, dans les arts pour lesquels la langue n'est pas une barrière, qu'on a d'abord tiré notre épingle du jeu de façon remarquable», se souvient-elle. Mais cette crainte de ne faire que des arts muets s'est dissipée. «Sur le plan de la créativité, nos artistes sont très forts. Le défi est donc de produire un public à la hauteur de ces gens-là», répète-t-elle.

Pour développer des publics et pour soutenir la création, l'intervention de l'État est nécessaire, voire inévitable, estime Lise Bissonnette. Elle s'interroge d'ailleurs sur le fait que l'État accepte très facilement de soutenir la recherche et le développement dans des secteurs scientifiques et techniques. «Pourquoi ne soutiendrait-on pas la recherche culturelle, la création, de la même façon?», se demande-t-elle. Et si l'on veut donner au public un accès convenable à la culture, il faut que l'action publique en matière culturelle soit orientée non pas en fonction des gens qui ont déjà tout, mais toujours en fonction des gens qui en ont moins. «Mais attention. Ça ne doit surtout pas dire qu'il faut niveler par le bas, qu'on doit rendre tout accessible à tout le monde», enchaîne-t-elle. À ce moment-là, on peut verser dans la facilité, ce qui est fort peu souhaitable.

Au fond, croit la directrice de la Grande bibliothèque, le défi restera toujours le même. «Il faut essayer d'élargir, de donner à d'autres le privilège qu'on a eu d'avoir accès à une meilleure qualité de vie à cause de la culture. Moi ça a changé ma vie tout ça. Et quand on y pense, c'est un défi vieux comme le monde.»



L'être humain est la somme
de ce qu'il se souvient d'avoir été.
La culture que nous transmettons
sert de tremplin aux générations futures
pour la création d'un monde
encore meilleur.

Kruger privilégie une approche
durable et intégrée en matière
d'aménagement forestier,
de façon à favoriser
un développement économique
qui s'inscrit dans le respect
des valeurs environnementales,
sociales et culturelles.



 **Kruger**

Usine de Trois-Rivières

 **PAPIERS SCOTT LIMITÉE**

Membre du réseau Kruger



Évolution n'est pas PÉRIL

Que sera le français dans trois cents ans? Dans mille ans? Comment pourrait bien être écrits les textes d'un cahier publié par un quotidien - en supposant qu'il en existera encore - à l'approche du quatrième millénaire? Pourra-t-on encore parler de langue française? Bien malin serait celui ou celle qui oserait avancer une réponse. Une chose est toutefois certaine. La langue française évolue. Et si elle continue à être aussi vivante, sa pérennité est quasi assurée. Pour des siècles à venir.

Parce qu'elle est le canal d'expression de la culture, il s'avérerait tout aussi essentiel qu'amusant de jouer les vaticinateurs et de se pencher sur l'avenir du français. La linguiste Josette Rey-Debove, conseillère linguistique aux Dictionnaires Le Robert, à Paris, a sa petite idée là-dessus. «Le changement d'une langue est un phénomène naturel. Il y a toujours des gens, bien sûr, pour s'imaginer que c'est une décadence, que l'âge d'or est derrière nous. Mais il y en a d'autres, plus optimistes, qui pensent que la langue serait plutôt portée, actuellement, vers l'affinement ou l'amélioration», lance-t-elle d'entrée de jeu.

Et elle se range du côté de ces optimistes. Pas pour des raisons de cœur ou d'attachement. Elle est objectivement optimiste. «Je pense être assez objective, parce qu'en raison de mon travail, je vois la langue évoluer mois après mois», plaide-t-elle. Mais elle sert une mise en garde avant de se lancer dans une analyse des tendances linguistiques. «S'il y a des choses qu'on peut entrevoir, on ne peut certainement pas les garantir. Parce que la langue est un lieu d'évolution constante, mais aussi un lieu de grands accidents. On ne peut pas dire que la langue française est un système qui tourne comme un bon moteur.»

Cette chose aussi étrange que naturelle qu'est le français évoluerait donc de la même manière qu'évoluent les êtres. La langue, estime Mme Rey-Debove, est un produit social incontrôlable par chacun de nous mais venant de chacun de nous, additionnés pour faire une somme de locuteurs.

Évolution du sens des mots, démotivation, tendance au raccourcissement, porosité et internationalisation sont autant de phénomènes qui guettent la langue française au cours des prochaines années. On devrait voir arriver un flot de mots tronqués, c'est-à-dire raccourcis volontairement. Déjà, on parle de «cinéma» plutôt que de «cinématographie», on parle davantage d'une «fac» plutôt que d'une «faculté», d'un «appart», d'une «promo», d'un «dico». Cette tendance pour l'apocope a déjà envahi les dictionnaires et devrait le faire de façon encore plus marquée dans le futur.

Selon Mme Rey-Debove, ces mots sont le reflet de la tendance selon laquelle on vise l'économie linguistique. «On peut se dire que les mots tronqués vont finir par détrôner le mot complet. Si on imagine que ce type d'évolution continue, on va se retrouver avec des mots démotivés, qu'on ne pourra plus comprendre», explique-t-elle.

La démotivation des mots semble d'ailleurs être le problème que la linguiste appréhende le plus, bien qu'elle démontre un parfait optimisme quant à l'avenir de la langue française. Les mots démotivés sont en fait des mots dont les éléments et leur sens ne peuvent plus



être perçus. Des mots dont l'analyse est devenue laborieuse, voire impossible.

opacification

«Autrefois, la plupart des mots s'analysaient par le grec et le latin. Aujourd'hui, le mot a tendance à s'obscurcir. Les éléments qui servent à former les mots ne sont plus repérés du tout. La danger, c'est que ça ait un impact sur l'orthographe», explique

Mme Rey-Debove. Ou alors on construit des mots en mêlant des éléments latins, grecs et français. Pensons aux termes récents: agro-alimentaire, narcotrafiants, hélitreuilier, pétrodollars... De parfaits hybrides.

Le français a pendant longtemps, selon Mme Rey-Debove, été hostile à la création de mots nouveaux. «Il y a maintenant un déblocage qui présente le désavantage de la démotivation, mais l'avantage de la liberté de création», estime-t-elle.

Parce qu'on connaît de plus en plus les langues étrangères, les emprunts devraient aussi se multiplier dans les dictionnaires. «La langue française a toujours eu beaucoup d'appétit pour l'emprunt. Au XVI^e siècle, on empruntait tout à l'italien; à partir du XVIII^e siècle, on empruntait tout à l'anglais. C'est curieux qu'il y ait eu des blocages évidents pour le néologisme, mais jamais pour l'emprunt», remarque celle qui travaille à la maison Le Robert depuis 1953. La circulation des produits, l'internationalisation de l'information et les grands mouvements du tourisme sont en train de rétrécir le monde, ce qui laisse présager une plus grande porosité de la langue. Le français, comme les autres langues sans doute, est mieux disposé à absorber des mots étrangers. Plusieurs spécialistes de la langue s'entendent d'ailleurs pour dire que le français ira vers une plus grande porosité. Les mots anglais entreront en grand nombre, certes, mais aussi les mots arabes. En raison de la présence en France de plusieurs immigrants maghrébins.

Au nombre des autres types de mots qui enrichiront le français, on retrouve les sigles, de plus en plus populaires parce qu'ils ont eux aussi l'avantage de la concision. Mais quelque utiles qu'ils puissent être, les sigles ne peuvent pas être analysés. Il n'y a que des initiales et on les prononce comme s'il s'agissait d'un mot ordinaire. On assiste à une opacification des mots. Comme c'est le cas aussi pour les mots-valises. Des mots comme «velcro» ou «héliport», obtenus en soudant des parcelles de mots ensemble. Et ces mots-là aussi se multiplieront. «La porte est ouverte à toutes les folies. C'est une bonne chose, parce que pendant qu'on crée des mots-valises, on n'emprunte pas à l'anglais», soutient Mme Rey-Debove.

Le développement des nouvelles technologies amène aussi son lot de néologismes, souvent de formes barbares par souci d'internationalisation. Mais on espérait en fait autre chose en voyant la popularité de l'informatique. «Dans un premier temps, on s'est dit qu'elle allait revigorer l'écriture par rapport à la parole. Mais déjà, beaucoup de choses peuvent se faire par la parole. Et il y en aura toujours plus», explique Mme Rey-Debove.

C'est principalement l'informatique qui ajoutera des termes anglais à la langue de Molière. Qu'on n'en conclue pas pour autant que l'anglais menace le français. «Pas plus qu'autrefois, en tout cas», insiste Mme Rey-Debove. Celle-ci estime que la situation du français en dehors de la France est très bonne, particulièrement au Québec, bien qu'elle y soit constamment menacée. «Ici, en France, nous sommes beaucoup plus laxistes que vous. On emprunte des mots parfaitement inutiles, qui entrent et sortent assez rapidement», explique-t-elle.

Contrairement à certains puristes inquiets, Mme Rey-Debove ne croit pas qu'on doive s'inquiéter de l'invasion des langages marginaux, comme le verlan - sorte de jargon des banlieues - ou le

français des cités - langage populaire influencé par les langues étrangères. Il y a peut-être quelques mots qui vont passer, mais cela s'arrêtera là. La langue évolue par l'oral, rappelle la linguiste. «Mais quand les gamins qui utilisent les langages subrogés auront quitté l'école, qu'ils se mettront à travailler, achèteront une voiture et feront des enfants, il n'y aura plus du tout de verlan ou de trucs du genre», assure-t-elle.

Bien que le président de l'Observatoire national de la langue française, en France, Yves Berger, ait rédigé un rapport dans lequel il parle de la «dégénérescence de la langue française polluée par l'anglo-américain, facteur actif qui provoque sa déchéance», il semble qu'on ne doive pourtant pas trop s'inquiéter. «C'est une langue vivante et ça, ça assure sa pérennité. La crédibilité des puristes commence à être remise en question là-dessus. Ils mélangent la politique et la linguistique, mélangent leur pouvoir de vieillard et leurs souvenirs scolaires classiques. Ça fait beaucoup de confusion pour un phénomène qui n'a rien à voir et qui, au fond, est tout à fait naturel», conclut Mme Rey-Debove.



La culture se consomme bien

En 1996, les consommateurs canadiens ont dépensé 5,8 milliards \$ en services de divertissement. Dix ans plus tôt, on dépensait la moitié moins. Plus ça va, plus on consomme de la culture et du divertissement. Plus ça va, plus on a le temps et surtout les budgets pour le faire.

La consommation culturelle suit actuellement une tendance qui est tout à fait conforme au courant du cocooning. Les consommateurs investissent pour des divertissements culturels dans la quiétude de leur foyer, en améliorant leurs équipements audiovisuels. Les fabricants de téléviseurs, de magnétoscopes, de lecteurs de disques compacts et de chaînes stéréo ont donc eu à répondre à une demande sans cesse croissante au cours des dernières années. Et elle pourrait bien continuer à augmenter.

Le professeur Gilles Pronovost, du département des sciences du loisir et de la communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières, estime que malgré cette tendance, les gens commencent à sortir un peu plus de la maison. «Pas nécessairement pour des activités culturelles, mais davantage pour des activités de plein air ou pour des activités sportives», précise-t-il. La fréquentation des lieux culturels, comme les musées, les salles de concerts, les théâtres ou les galeries d'art, par exemple, n'a donc pas connu de véritable augmentation. Un plafonnement, craint-on.

«Quand on compare le taux de fréquentation des théâtres et la proportion de gens qui ont vu une pièce de théâtre ou une adaptation à la télévision, on double les taux de participation», ajoute M. Pronovost. On observe donc un plafonnement des pratiques culturelles classiques comme le théâtre, l'opéra, les concerts ou les musées. Ce mouvement démontre bien, selon lui, que les médias sont de plus en plus les véhicules de la culture. Et la règle générale selon laquelle les gens sortent moins pour consommer de la culture trouve au moins une exception de taille: le cinéma. Et c'est là tout un paradoxe quand on observe les sommes investies par les ménages pour l'achat d'équipement audiovisuel.

Selon le professeur Pronovost, les activités culturelles à proprement parler sont en compétition avec une foule d'autres activités très diversifiées et aussi importantes les unes que les autres. Aller au théâtre est devenu aussi important pour les gens

qu'aller faire du ski de fond ou une randonnée en vélo. Même si ce sont des activités qui doivent être vues comme complémentaires, elles n'en sont pas moins en compétition l'une envers l'autre.

La diversification des pratiques culturelles et l'engouement pour de nouvelles formes d'art sont peut-être dues à un simple phénomène de génération. D'une génération de baby-boomers qui a baigné dans un univers de culture dite savante ou classique, on est passé à de

jeunes générations qui ont favorisé l'avènement de nouveaux types de spectacles. On n'a qu'à penser à l'humour, au rap, au techno, au retour du jazz. Les spécialistes, selon Gilles Pronovost, parlent même d'une rupture entre les générations vieillissantes et les générations plus jeunes, à un renouvellement de l'univers des pratiques culturelles.

En fait, c'est à une diversification très importante de nos pratiques culturelles que l'on assiste depuis quelques décennies. Autrefois, les pratiques culturelles au sens large du terme se limitaient à la grande musique, au théâtre, à l'opéra, par exemple. Une enquête sur les pratiques culturelles des Français, menée en 1997, démontre que c'est aussi l'audiovisuel, les chaînes de télévision, les magnétoscopes, la lecture, le cinéma, les bibliothèques publiques, les pratiques amateurs. Une telle diversification, de même que l'augmentation générale constatée



récemment, pourrait s'expliquer par le plus haut niveau de scolarisation de la population.

C'est d'ailleurs sur la lecture que la scolarisation a eu son impact le plus percutant. On lit de plus en plus. Dans l'ensemble les gens lisent plus qu'il y a à peine une décennie, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, les médias écrits ne sont pas près de disparaître. Une enquête menée en 1994 a démontré que 75 pour cent des Québécois disent lire souvent ou très souvent un journal, 65 pour cent des gens disent faire de même pour un magazine, alors qu'un livre est lu souvent ou très souvent par pas moins de 60 pour cent de la population. L'enquête de 1994 démontrait à tous points de vue des augmentations constantes par rapport aux enquêtes précédentes, menées en 1983 et 1989.

«On apprend que les jeunes d'aujourd'hui lisent plus que les jeunes du même âge il y a quatre ou cinq ans. Il y a un retour à la lecture chez les jeunes. Ils ne liront pas 25 livres par année, mais ils lisent», soutient le professeur Pronovost.

Cette augmentation correspond à une tendance inverse très nette depuis quelques années. On observe en effet une diminution sensible du temps consacré à l'écoute de la télévision. En 1992, les Québécois écoutaient la télévision vingt minutes de moins par jour qu'en 1986. Même la multiplication des chaînes spécialisées n'a pas empêché cette décroissance marquée. Il s'agit peut-être d'un autre effet de la scolarisation plus élevée. Les gens plus scolarisés regardent moins la télévision. Et depuis quelques années, certains d'entre eux deviennent internautes.

De façon générale, la consommation de culture ne se porte pas mal, loin de là. Et on pourrait même croire qu'elle ira encore en s'améliorant. «On est de plus en plus exigeants en ce qui a trait à l'utilisation de notre temps. De plus en plus, on veut avoir du temps à soi. Ça a un impact sur le travail, sur le temps familial, sur les loisirs et la culture», explique M. Pronovost. Et plus on aura de temps, plus on sera porté à consommer de la culture. «C'est un indicateur de qualité de vie», ajoute le professeur. En 1992, le temps consacré quotidiennement aux activités culturelles et aux différents médias variait entre 2 heures 22 minutes (travailleurs et étudiants) à 4 heures 22 minutes (retraités). Les personnes sans emploi consacraient 3 heures 4 minutes à ce type d'activités.

Parallèlement à l'augmentation du temps que l'on veut bien consacrer aux loisirs et à la culture, on voit augmenter les budgets que l'on consacre à ces fins. En

1996, les ménages canadiens ont dépensé, en moyenne, 2900 \$ pour les loisirs, le matériel de lecture et les imprimés. C'est la moitié de ce qu'ils consacrent pour l'alimentation.

Cette disposition à consommer de la culture, manifestée de plus en plus par les foyers canadiens et québécois, devrait sourire aux créateurs et aux travailleurs des différentes industries culturelles. «De nouveaux publics se développent. Il y a une tendance lourde

qui fait que plus la scolarisation augmente, plus la place occupée par la culture devient importante. Les jeunes instruits sont donc un bon public. Et il y a aussi l'émergence d'un "nouveau" troisième âge, formé de jeunes retraités riches et en bonne santé», explique M. Pronovost.

Dans un ouvrage qu'il a récemment publié, celui-ci rappelle que nous sommes donc bel et bien en présence d'un mouvement remarquable de diversification et d'intensification des pratiques culturelles de la population québécoise. Il est approprié de dire, selon lui, que tout «retard culturel» ou tout «décalage» est maintenant comblé.

En ce qui a trait aux pratiques culturelles, le taux de participation des francophones du Québec n'a rien à envier à celui de la plupart des pays occidentaux.

S'il apparaît de plus en plus clair que les prochaines décennies seront l'apogée du loisir, en raison notamment de la réduction du temps consacré au travail, il reste à voir si la culture saura se faufiler une place de choix dans le budget et dans la gestion du temps des individus. Il sera surtout intéressant d'observer vers quels types d'activités s'orientera la consommation culturelle.



Gilles Pronovost, professeur au département des sciences du loisir et de la communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Quand Les municipalités deviennent moteurs culturels

Qu'est-ce que la culture si elle ne jouit pas d'une proximité avec le citoyen? La question paraît banale mais elle est le fondement de l'intervention gouvernementale en matière de culture.

Qu'il provienne des paliers gouvernementaux fédéral, provincial ou municipal, le financement public de la culture continue à faire l'unanimité auprès des intervenants du milieu et des représentants de ces institutions. Si la participation financière de Québec et d'Ottawa se maintient, échappant même parfois aux vagues de compressions, il en est tout autrement pour les municipalités, qui augmentent constamment leur participation et leur soutien à la chose culturelle.

«Autrefois, explique le maire de la Ville de Trois-Rivières, Guy LeBlanc, les interventions des villes se limitaient à la police et à l'aqueduc. Ça finissait là. Lentement,

elles ont commencé à s'occuper de loisirs, de développement économique et social puis, effectivement, de culture.» Il suffit d'observer l'évolution du montant consacré par les municipalités pour comprendre la situation. Les dépenses des municipalités en matière de loisir et de culture sont passées de 452 000 \$ en 1985 à 863 500 \$ en 1994.

Conscientes du rôle croissant qu'elles avaient à jouer dans le domaine du loisir en général, les municipalités ont fait des loisirs et de la culture un service intégré, assumant des fonctions de gestion d'équipements, d'animation et d'offre directe de programmes et d'activités de plus en plus variés.

«La Ville est peut-être la mieux placée pour avoir la sensibilité de donner au citoyen un accès à la culture. Sur le terrain, on est très près de la population et c'est pour ça qu'on doit jouer un rôle de facilitateur», admet d'emblée Alain Gamelin, conseiller municipal et responsable du dossier de la culture à Trois-Rivières. Le rapprochement entre les institutions culturelles et municipales laisse croire que ces deux dynamiques font bon ménage. Assiste-t-on à une décentrali-

sation ou à une déconcentration en matière de culture? Il semble bien que si. La culture n'échappe pas à ce que plusieurs appellent la «tendance lourde» de la décentralisation.

C'est en s'appuyant sur le fait que le citoyen devait être au centre des préoccupations, une idée enchaînée dans sa politique culturelle, que la Ville de Trois-

(suite à la page 28)



Alain Gamelin, conseiller municipal et président de la Corporation de développement culturel de Trois-Rivières, et Guy LeBlanc, maire de la Ville de Trois-Rivières.

Programmes

TECHNIQUES

Santé animale
Éducation en services de garde
Éducation spécialisée
Archives médicales
Administration et coopération
Tourisme
Gestion hôtelière
Commercialisation de la mode

PRÉUNIVERSITAIRES

Sciences de la nature
Sciences de la santé
Sciences pures et appliquées

Baccalauréat international
Profil sciences de la nature
Profil sciences humaines

Sciences humaines
Droit et sciences sociales
Psychologie
Sciences de l'éducation
Sciences administratives

Communication et lettres

Programme intégré en sciences, lettres et arts



1687, boulevard du Carmel,
Trois-Rivières (Québec) G8Z 3R8
Téléphone : (819) 375-7346
Télécopieur : (819) 375-7347
Site Internet : www.claflèche.qc.ca
Courriel : college@claflèche.qc.ca

COMMANDITAIRE
DU "PRIX TROIS-RIVIÈRES
SANS FRONTIÈRE 1999"
GRANDS PRIX CULTURELS
DE LA VILLE DE TROIS-RIVIÈRES



Rivières a négocié le virage de la décentralisation. «La culture est peut-être le domaine dans lequel la décentralisation s'opère avec le plus d'élégance et d'efficacité. On peut vivre avec celle-ci beaucoup plus facilement qu'avec d'autres types de décentralisation. En matière de culture, on se pile de moins en moins sur les pieds et on travaille de plus en plus en concertation», reconnaît le maire Guy LeBlanc.

Celui-ci ose même croire que la décentralisation, telle qu'elle s'opère en matière de culture, devrait servir de modèle pour d'autres secteurs d'activités. Le directeur général de la Corporation de développement culturel de Trois-Rivières, Michel Jutras, estime que la prémisse n'est pas compliquée, qu'il suffit de placer le citoyen au cœur de l'affaire. «En partant de ça, la machine de la décentralisation se met en marche. C'est-à-dire que toutes les politiques vont être orientées sur le développement culturel durable et, surtout, local.»

Lorsqu'il s'est doté d'une politique culturelle, en 1992, le Québec n'est pourtant pas allé aussi loin, dans la poursuite de cet objectif, que certains autres pays qui ont inséré dans une telle politique leur volonté de décentraliser. En Suède, par exemple, la politique culturelle a pour objectifs, entre autres, de promouvoir la décentralisation des activités et du processus de décision dans le secteur



Marie-Josée Champagne, directrice régionale du ministère de la Culture et des Communications.

culturel. Plusieurs pays d'Europe semblent en effet vouloir accorder une grande importance à la décentralisation des activités et des responsabilités, à la régionalisation de la culture. La politique culturelle française, adoptée quatre ans plus tôt que la nôtre, honore aussi cet objectif.

Dès le début des années 70 cependant, le ministère des Affaires culturelles procédait à la régionalisation progressive de ses activités et au développement d'approches novatrices qui lui ont permis d'associer les populations régionales et leurs représentants à la définition des priorités et à la gestion des interventions ministérielles. En étant présent en régions, le ministère peut plus facilement intégrer la culture dans les stratégies d'action des différentes instances régionales, en plus de favoriser une prise en charge accrue et par un plus grand nombre de municipalités du développement culturel de leur territoire.

Selon Marie-Josée Champagne, directrice régionale du ministère de la Culture et des Communications pour la Mauricie et le Centre-du-Québec, la politique culturelle du Québec avait pour effet de placer la culture au même rang que le développement économique et social. «La vitalité culturelle est une donnée de base incontournable et ça, on l'a reconnu», précise-t-elle. Enchaînant sur l'intervention gouvernementale, elle estime que l'État doit continuer à jouer un rôle primordial de soutien et d'accompagnement, conformément à une mission plus large de protection et de sauvegarde. «Il faut que les fonds publics soient là, puisque le Québec est trop petit et que sa population ne constitue pas une masse critique suffisante pour autofinancer les activités culturelles», ajoute-t-elle.

Et la décentralisation en matière de culture va beaucoup plus loin, d'après Mme Champagne, qu'un transfert accru de responsabilités et de fonds. «Au ministère, on travaille beaucoup avec le milieu de la région et on a une préoccupation de développement régional. Dans mon esprit, il y a une différence entre intervenir en région et avoir une telle préoccupation. Il faut peut-être davantage parler de déconcentration», soutient-elle.

Cette notion de partenariat trouve aussi des partisans au sein des autorités municipales de la Ville de Trois-Rivières. En créant sa Corporation de développement culturel, dira le conseiller Gamelin, la Ville a voulu rassembler d'autres intervenants autour de la table où sont prises les décisions importantes en ce qui a trait à la culture.

Trois-Rivières a, rappelons-le, été une des premières villes, après Montréal et Québec, à se doter d'une politique culturelle. Peu de temps après son adoption, la Ville devait conclure une entente de développement culturel avec le ministère de la Culture et des Communications. Ces deux étapes distinctes, que sont en train de franchir plusieurs autres villes et municipalités québécoises, sont en quelque sorte la concrétisation de la décentralisation. Ce n'est que par le biais d'une entente de développement culturel qu'une structure municipale pourra être reconnue par le ministère et, conséquemment, recevoir les subsides nécessaires.

Parce que le fondement de l'intervention gouvernementale en matière de culture demeurera toujours l'accessibilité du citoyen à celle-ci, il y a lieu de croire que les différents paliers décisionnels continueront à soutenir les arts et la culture, tout en veillant à leur développement cohérent. «Les moyens et les façons d'intervenir vont peut-être être différents, mais on aura toujours cette préoccupation de rendre la culture accessible», soutient Mme Champagne.

Et elle vient boucler la boucle. «D'un autre côté, la culture a beau être accessible, mais il faut d'abord et avant tout qu'elle se fasse. Il faut qu'elle soit soutenue dans sa création, dans sa production et dans sa diffusion. C'est donc une roue qui tourne et qui n'est pas près d'arrêter de tourner.»

Des cours d'art? Oui, mais aussi...

Depuis qu'on sait qu'elles sont indispensables à tout un éventail de carrières et qu'il est impératif de savoir comment se servir des outils électroniques, les nouvelles technologies se sont taillé une place dans les programmes d'études primaire et secondaire. Depuis que l'on sait que la mondialisation et le rapprochement sans cesse croissant des sociétés passe par l'utilisation d'un langage commun, l'apprentissage de l'anglais est devenu plus intensif à ces mêmes niveaux. Une question se pose à travers les différents soubresauts que connaissent les grilles-matières. Quelle place réserve-t-on à l'enseignement des arts? À quoi sert cette étrange chose que les années ont reléguée à l'arrière-plan des matières obligatoires ou, plus souvent encore, à une simple option?

Pourtant, le ministère de l'Éducation est formel. «Les arts à l'école participent à l'équilibre des apprentissages fondamentaux et, en ce sens, sont considérés comme essentiels au développement intégral de la personnalité de l'enfant et de l'adolescent», peut-on lire dans les objectifs généraux accolés au programme de ce champ d'études, primaire et secondaire. Les programmes en art, indique-t-on, ont été conçus comme des instruments tout à fait privilégiés pour développer le pouvoir créateur, pour faire en sorte que l'éducation artistique devienne un instrument fécond, un élément de base de la formation.

À l'unisson, cinq enseignants en arts au secondaire diront que l'enseignement de la musique, des arts plastiques et de l'art dramatique va beaucoup plus loin qu'une simple transmission de techniques ou qu'une série d'exercices sortant du contexte très théorique des matières traditionnelles et obligatoires.

«Les arts donnent la possibilité à l'élève de se découvrir», fait valoir Robert Aubin, enseignant en musique au Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières. «On développe l'estime de soi, l'autonomie, la curiosité. Nos élèves apprennent à voir différemment le monde qui les entoure, à savoir le regarder et à mieux l'apprécier. En art, on développe aussi le côté unique de chacun, ce que sont loin de faire toutes les matières», renchérit Nicole Biscaro, enseignante en arts plastiques à l'Institut secondaire Keranna de Trois-Rivières. En fait, résume Michel Pilote, enseignant en art dramatique à l'École secondaire Chavigny de Trois-Rivières-Ouest, les arts ouvrent l'élève à toutes sortes de sensibilités.



Robert Aubin, enseignant en musique au Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières.

Mais lorsqu'on les interroge sur l'avenir de la matière qu'ils enseignent, ils demeurent per-

plexes. «Il y aura toujours l'éternelle dichotomie entre le discours et la pratique. Les arts feront toujours partie du discours, il n'y a pas trop d'inquiétude à avoir là-dessus. C'est acquis que c'est un volet essentiel dans l'enseignement. Mais



Nicole Biscaro, enseignante en arts plastiques à l'Institut secondaire Keranna.

quand vient le temps de les moduler dans un budget ou dans un horaire, c'est une autre paire de manches», explique Robert Aubin. Celui-ci ajoute que dans le contexte actuel, les profs d'art réussissent l'essentiel, c'est-à-dire donner le goût aux jeunes. Quand ils veulent aller plus loin, ils doivent sortir du cadre scolaire.

Parce qu'elle croit que l'apprentissage des arts révèle beaucoup de choses sur la personnalité et les émotions de l'élève, Nicole Biscaro déplore que ce soient toujours les arts qui soient «tassés» lorsqu'on procède à des restructurations des curriculum d'études ou lorsqu'on crée de nouvelles matières optionnelles. Robert Aubin pousse l'idée plus loin en affirmant que pour assurer une véritable survie aux arts à l'école, il faut les sortir du contexte de l'option et en faire un cours obligatoire. Et lorsqu'on lui demande s'il croit possible cette hypothèse, il n'hésite pas à répondre. «Non. Mais



je peux encore rêver!», lance-t-il avec un sourire en coin.

Il existe déjà des situations où les arts sont évacués du curriculum d'études. À l'École secondaire Chavigny, explique le prof de théâtre Jean Pélissier, les élèves de secondaire I qui se dirigent en concentration sciences ou en concentration anglais ne feront pas d'arts du tout au cours des cinq années de leur secondaire. «La loi permet ça. C'est malheureux, mais c'est comme ça», déplore-t-il.

Les professeurs d'art sont conscients que la promotion de l'apprentissage de l'anglais et des sciences ne date pas d'hier. La différence, explique Jean Pélissier, c'est qu'autrefois, on protégeait les arts. Maintenant qu'ils perdent progressivement en protection, on est en présence d'une nouvelle réalité: il faut «vendre» les arts aux élèves. Et le fait qu'on se dirige vers un processus de décisions locales avec les conseils d'établissements risque encore d'altérer l'uniformité qui caractérisait la place laissée aux arts dans l'enseignement. «C'est là que ça va se jouer, selon qu'on ait des représentants pro-arts ou anti-arts», estime M. Pélissier. Malgré ce débat, on croit cependant qu'il y aura toujours des élèves qui auront en eux leur petite passion et qui voudront explorer de façon plus approfondie une discipline artistique.

Ce n'est toutefois pas l'incertitude à laquelle ils font face qui va décourager les profs d'art dans leurs démarches auprès des élèves. C'est d'ailleurs ce qui les garde en poste. «Il faut juste être un peu fou pour faire ce qu'on fait. Mais on a l'avantage ou le privilège de pouvoir récolter les fruits de ce qu'on enseigne. Quand on donne un concert et qu'il y a devant moi 60 paires d'yeux qui brillent, et qu'après le concert des gars viennent te remercier, c'est ça qui nous encourage à continuer et qui nous rappelle que ce qu'on fait est vraiment spécial. Je pense que les profs d'art carburent à l'affectif», remarque Robert Aubin.

**«Je dis souvent
à mes élèves
que j'ai la
chance de vivre
avec leur
intérieur»**



**Jean Pélissier,
professeur de théâtre à
l'École secondaire
Chavigny.**



**Michel Pilote,
enseignant en art
dramatique à l'École
secondaire Chavigny.**

ment pour avoir des points sur un bulletin. Et ça, il faut que ça se vive par des concours, des concerts, des spectacles. C'est là qu'on dépasse l'apprentissage pour goûter aux fruits de l'art. Ça n'apparaît pas dans la description de tâche d'un enseignant, ça», rappelle Robert Aubin.

Ce travail en dehors des heures de cours joue un rôle important dans la considération que recevront les profs et, conséquemment, dans l'appui qu'accorderont les directions d'établissements aux arts à l'école. «Tout va tellement mieux quand on a des dirigeants qui sont soucieux et conscients des retombées positives que cela peut avoir, à la fois sur le développement des individus, mais aussi sur la réputation de l'école et de sa qualité de vie», estime M. Aubin. Les trois professeurs de théâtre de l'École secondaire Chavigny partagent ce point de vue, eux qui disent aussi avoir le soutien de la direction.

Si les dirigeants des institutions demeurent conscients du caractère particulier de l'enseignement des arts, alors il y a peut-être lieu de demeurer confiants quant à la place que la culture occupera dans les programmes du secondaire. Parce qu'il ne faudrait pas, selon Mme Biscaro, perdre de

vue le fait que ce que l'on fait prendre conscience à ces jeunes, c'est aussi et surtout toute l'importance de la culture dans leur vie. «On sème une graine au secondaire pour en faire des adultes plus complets, plus sensibles à ce qui les entoure.»

Mais un fait demeure. Quels que soient les programmes d'études qu'on concoctera, quelle que soit l'attitude des futurs membres des différents conseils d'établissements, et quel que soit le nombre d'heures qu'on voudra bien laisser aux arts, il y aura toujours des petites sensibilités à réveiller chez les élèves. Et il y aura toujours, également, des enseignants passionnés pour les accompagner dans cette belle et noble aventure.

L'échange privilégié et l'approche personnelle semblent être des composantes essentielles de ce carburant. «Enseigner les arts, estime Nicole Biscaro, ça doit être le plus beau métier du monde. Je dis souvent à mes élèves que j'ai la chance de vivre avec leur intérieur.» En art, l'enseignement est parfois dépassé par l'éducation. Ce sont des individus sensibles que l'on forme. Ce sont des talents souvent cachés que l'on va réveiller.

Mais peu importe la matière qu'ils enseignent, les professeurs estiment qu'ils arrivent à survivre et à intéresser leurs élèves que dans la mesure où il y a du parascolaire. «On fait de la musique ou du théâtre pour être vu et entendu, certainement pas seule-



Inspiré des systèmes de divisions les plus naturels



*Ameublements
et systèmes modulaires*

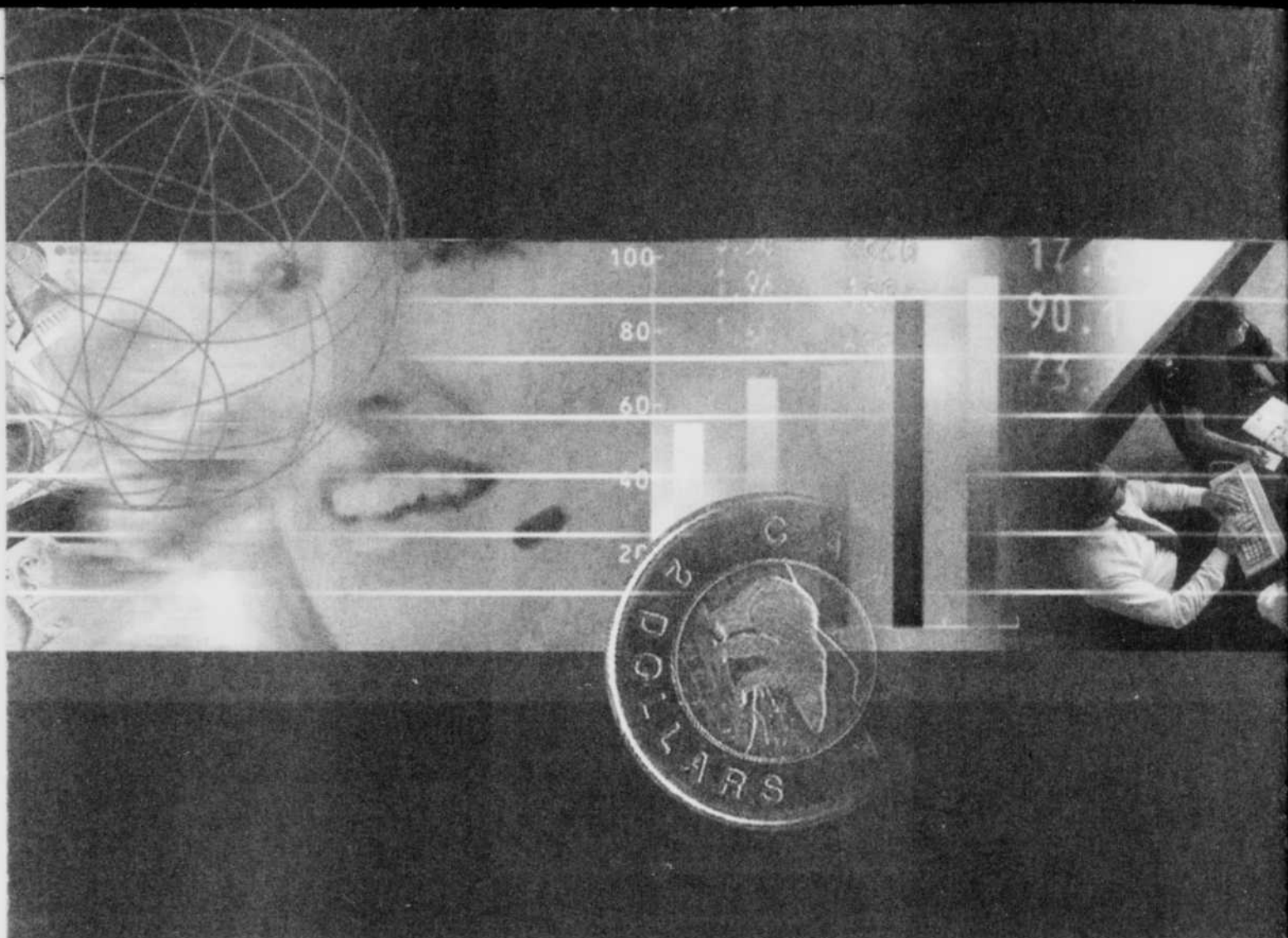
Teknion

Ameublements

BUROMAX

Votre ressource en environnement de bureau

81, Fusey, Cap-de-la-Madeleine
(819) 378-4841
1040, René Lévesque, Drummondville
(819) 478-7878
www.buromax.com



**Les caisses populaires
sont des partenaires actifs pour le
développement culturel et
économique de notre région.**



Desjardins

Les caisses populaires Desjardins
du centre du québec